

Colloque international - Sciences-Po Rennes, CRAPE, 20-21 octobre 2011

Associées ou rivales ? Les métropoles, les régions et les nouvelles dynamiques territoriales

POLITIQUES REGIONALES, DYNAMIQUES METROPOLITAINES ET PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE : ET SI CLASTRES ET PUTNAM AVAIENT RAISON ?

Alain Faure, PACTE – Université de Grenoble

Emmanuel Négrier, CEPEL – Université de Montpellier

Initialement, nous avons envisagé de contribuer aux réflexions du colloque en mobilisant un certain nombre d'enquêtes empiriques menées ces dernières années sur le binôme métropole/région en France (Montpellier/Languedoc Roussillon, Lyon/Rhône-Alpes), en Europe du Sud (Barcelone/Catalogne, Naples/Campanie, Athènes/Attique) et en Amérique du Nord (Montréal/Québec). Ces travaux nous ont permis de constater que l'évaluation de la performance institutionnelle et de la « bonne gouvernance » ne dépendait qu'à la marge de la qualité des *design* institutionnels en présence, des champs de compétences réglementaires transférés par les Etats nation, des modes de désignation des élus locaux et de la vitalité des mobilisations collectives localisées. Aussi, le choix des organisateurs de placer notre intervention sur les cadrages conceptuels dans la séance d'ouverture nous incite à focaliser le propos sur les défis analytiques que le questionnement rivalités/associations dans une perspective comparatiste. Nous souhaitons souligner le défi de cette entreprise en suggérant que la science politique aurait tout à gagner d'une discussion sur les représentations du pouvoir local qui donne une place plus conséquente aux grilles de lecture anthropologique et culturaliste. Pour schématiser le propos, nous ferons référence à deux controverses scientifiques débattues dans les années 70 et 90 qui ont généré des perspectives centrées sur les dimensions symbolique, temporelle et territorialisée de l'action publique locale :

- l'ouvrage *La société contre l'Etat* où l'anthropologue Pierre Clastres a décrit dans un style littéraire très maîtrisé comment, au sein de certaines communautés locales dites primitives ou pré-étatiques, le pouvoir était vénéré en son impuissance, le chef tirant sa légitimité non de son autorité dans la réciprocité et l'échange mais de sa capacité à incarner par le langage une forme de pouvoir limité à des fonctions symboliques (Clastres 1977) ;
- l'ouvrage *Making Democracy Work* dans lequel le sociologue Robert Putnam a défendu avec vigueur (et beaucoup de données statistiques) la thèse culturaliste selon laquelle la variation du degré de civisme des individus, qui devait être appréhendée sur le temps long, permettait d'expliquer les écarts de rendement institutionnel et de performance publique entre les régions en Italie (Putnam 1993).

Pour des raisons fort différentes, les auteurs ont été dans les deux cas sévèrement critiqués au sein de leur communauté académique respective et par les disciplines voisines. Néanmoins, quelques décennies plus tard, la capacité de résistance des individus aux autorités publiques et la loi d'airain des communautés civiques infranationales constituent toujours deux énigmes redoutables et en grande partie non résolues. A l'heure où la décentralisation et la mondialisation brouillent les règles des systèmes politiques nationaux et modifient en profondeur les repères de la domination politique, il nous semble à la fois utile et nécessaire de revenir sur les ambitions théoriques et méthodologiques que ces deux intellectuels plaçaient dans l'étude de l'impact des cultures politiques locales sur les enjeux de gestion publique. Quelques énigmes simples balisent le questionnement : quelle part de légitimité et d'autorité les individus accordent-ils aux élites des gouvernements métropolitains et régionaux ? La coopération entre ces deux échelons est-elle formatée par des sentiers de dépendance historiques ? Quelle est l'influence des énoncés métropolitains et régionaux sur le bien commun dans la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles ?

Nous sommes partis de l'intuition que la perspective anthropologique clastrienne et l'horizon culturaliste putnamienne permettaient peut-être de donner un éclairage inédit au *différentiel démocratique* qui spécifie les façons de faire de la politique et des politiques entre les métropoles et les régions. Dans notre esprit, le retour sur ces deux auteurs oblige l'observateur à être plus attentif aux façons situées et contextualisées de concevoir et d'exprimer la mise en ordre de la société, et notamment à prendre au sérieux la portée des récits de désenchantement et de réenchantement qui relient spécifiquement, pour chaque binôme métropole/région, les habitants et les élus dans leur représentation de la politique. Le propos sera structuré sur trois arguments librement inspirés des thèses des deux auteurs :

- l'histoire de chaque ville est constituée d'événements et de traumatismes qui imprègnent la façon dont les acteurs conçoivent le rôle des institutions métropolitaine et régionale,
- les élections locales reflètent et formatent les liens de confiance et de défiance qui s'établissent entre les électeurs et les élus en matière d'ordre politique et de cohésion sociale,
- les discours sur les priorités publiques mettent en récit des croyances et des stéréotypes qui influencent la codification des frontières du bien commun lors de la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles.

Politiques publiques et sentiers institutionnels : quelles empreintes territoriales ?

La première entrée concerne le questionnement classique des conditions de mise en administration d'une ville sur le long terme. Lorsque l'on interroge des acteurs urbains impliqués dans la mise en œuvre de politiques publiques, les témoignages font ressortir une série d'événements et de traumatismes inscrits dans le temps long, données qui constituent autant d'empreintes politiques liées à une histoire urbaine et régionale singulière. Le rôle de ces empreintes appelle sans doute une lecture historicisée et un décryptage non seulement des conflits lointains mais aussi de leur épaisseur sociopolitique, c'est-à-dire des modalités de leur reformulation par les acteurs au fil des décennies et même des siècles. Pour analyser ces indices, nous souhaitons établir des passerelles avec les travaux consacrés aux résistances au changement dans les administrations et la mise en œuvre des politiques publiques. On pense bien sûr au débat, assez fourni en science politique, concernant le concept de *path dependence* et la perspective néo-institutionnaliste adoptée pour étudier les grandes organisations dans les séquences de formation de nouvelles priorités d'action publique (Pierson 1994). Existe-t-il des *sentiers de dépendance* spécifiquement urbains qui auraient pour conséquence de structurer pour partie la nature des négociations régionales, à la manière de marqueurs sociétaux enfouis mais qui réapparaissent dans les situations de crise ou d'innovation ? Cette façon de questionner le changement dans l'action publique a l'avantage d'historiciser les enjeux de gouvernance territoriale. L'approche par les sentiers territoriaux permet en effet de discuter la place des composantes socio-historiques et anthropologiques qui pourraient interférer dans les rouages de la décision publique urbaine. Dans cette perspective, il existe une série d'indices probants pour faire l'hypothèse que les métropoles appréhendent souvent les politiques régionales au filtre déformant de leur histoire traumatique.

C'est à ce stade que la controverse scientifique amorcée par Robert Putnam mérite mention malgré les sévères critiques qu'elle a essuyées¹. Sur le plan conceptuel, l'auteur a fortement mobilisé le concept de *path dependence* pour « résoudre le mystère de la performance institutionnelle ». Mais, comme le note Hervé Rayner, les arguments avancés sur le poids du passé imposaient sans nuance une lecture dualiste de l'histoire (au Sud les empreintes féodales, au Nord le civisme communal). Cette pensée binaire se retrouvait sur la plupart des indicateurs choisis par le sociologue américain : le civisme et l'incivisme des individus, l'horizontalité et la verticalité des rapports sociaux, la confiance et la défiance envers les institutions. Du coup, même si l'approche néo-institutionnaliste par les sentiers de dépendance amorçait une hypothèse culturaliste séduisante (l'idée que la culture politique est une cause du rendement politique), la démonstration a tourné court en raison de la subjectivité des données empiriques

¹ Par exemple chez les politistes français : Bevort 1997, Rayner 1998.

mobilisées². Nous suivons volontiers les conclusions d'Hervé Rayner qui souligne que le résultat n'est pas recevable en raison d'un « parti-pris déshistoricisant (qui) éternise tout ce qu'il désigne » dans une « fresque objectiviste » surplombante. Assurément, Putnam fait un usage inconstant et exagéré des données en suggérant un passage en force culturaliste (au sens péjoratif du terme) pour expliquer que les Italiens sont rivés à leur passé régional et médiéval, sans perspective de changement autre que incrémental, tandis que les américains peuvent en une génération pulvériser leurs cultures territoriales et leurs processus de socialisation (Putnam 2000). Mais l'hypothèse demeure cruciale pour qui s'intéresse aux divergences d'impact des politiques publiques malgré des dispositifs publics apparemment identiques d'une métropole à l'autre malgré. L'une des pistes pour expliquer ces différences synchroniques, observables en termes stratégiques comme si elles appartenaient aux choix immédiats des individus, consiste à étudier les différences diachroniques qui échappent aux acteurs et donc, qu'ils reproduisent d'autant plus activement.

Appréhendée dans cette perspective sociohistorique située, l'entrée culturaliste permet de mieux prendre la mesure des événements et des traumatismes collectifs qui imprègnent les dynamiques institutionnelles des villes sur le temps long et qui tracent les sentiers institutionnels des coopérations régionales.

Leadership et esprit des lieux : quelles promesses politiques ?

La deuxième entrée concerne les promesses locales du politique, c'est-à-dire les motifs projetés d'une part par les électeurs sur les missions qu'ils assignent aux élus locaux en votant et d'autre part par les élus locaux sur les implications de cette confiance accordée par les électeurs. Cette relation réciproque est classiquement étudiée sous l'angle des compétitions électorales mais avec une dominante aterritoriale : peu de travaux s'intéressent explicitement aux spécificités des élections locales et aux formes de politisation qui pourraient nous informer sur des pratiques partisanes et clientélares non standardisées sur le plan partisan (Lehingue 2009). Parallèlement, dans une optique comparative plus axée sur les systèmes de valeurs, les enquêtes d'opinion auprès des électeurs cherchent rarement à mesurer l'incidence de cette transaction dans la mise en œuvre des politiques publiques et dans les apprentissages gestionnaires des décideurs politiques locaux. Cette forme de myopie territoriale est par exemple assez surprenante concernant la thématique pourtant sensible de la ségrégation urbaine (Préteceille 2006).

Nos enquêtes sur le leadership politique urbain montrent que dans certaines villes, il existe toute une série de mécanismes de légitimation qui privilégient les symboles au détriment de l'action, partant de l'idée que faire de la politique, c'est d'abord affirmer une façon d'incarner l'identité collective sans nécessairement entraîner l'élu à fixer des orientations collectives. Ce constat paradoxal entre en écho avec les travaux de Pierre Clastres en ce sens que le chercheur a montré comment les *sociétés de la forêt* exprimaient une forme de pouvoir politique non-coercitif qui réfutait la dichotomie classique des sociétés avec et sans Etat. Des voix se sont élevées en philosophie (Abensour 1987) et en anthropologie (Abélès 1990) pour souligner que *La société contre l'Etat* constituait une contribution critique majeure pour la philosophie et pour l'anthropologie parce que ces disciplines étaient trop structurées, dans leurs fondations théoriques, « sous le charme de l'Etat ». Et cela bien avant que les sciences politiques ne construisent, elles aussi, leurs fondations intellectuelles sur des théories de la représentation et de l'Etat qui allaient valider définitivement le grand partage entre les sociétés avec Etat basées sur le *contrat* et celles, disparues, qui reposaient sur le *status* (sociétés dans lesquelles le groupe préexiste à l'individu et lui assigne sa place). Si les enjeux de pouvoir semblent toujours omniprésents en milieu urbain, il semble important de mesurer à chaque fois l'effet que les programmes d'action publique ont réellement sur le gouvernement des hommes et l'administration des choses. Certaines villes font système « *sans loi et sans roi* » (pour reprendre la formule de Pierre Clastres) tout en conférant à la compétition politique locale un rôle structurant de définition et d'affichage des valeurs communes sur un espace donné.

² Et ce malgré la mobilisation d'un impressionnant outillage statistique et théorique : Robert Putnam propose par exemple une cartographie sur son indice de tradition civique qui fait correspondre les fractures de civilisation apparues au 11^{ème} siècle avec les différences de rendement institutionnel observées à la fin du 19^{ème} siècle.

Le constat nous incite à mobiliser l'approche par les tournois d'action publique (Lascombes Le Bourhis 1995) mais en intégrant des critères symboliques dans le dévoilement des conflictualités et des accords entre les métropoles et leurs régions. Dans toutes les villes que nous avons étudiées, beaucoup des mécanismes de médiation observés semblent liés à la texture métropolitaine des promesses qui relient les leaders politiques à leurs électeurs. Cette perspective, qui permet de mieux comprendre les différences dans le champ des possibles de la sphère publique d'une métropole à l'autre (Négrier 2005), constitue un point de discussion sur ce qui est gouverné (et pas seulement sur qui gouverne). Reprenant les analyses de Pierre Clastres sur la question du choix (les chefs ont la « grande parole » mais ils ne donnent pas d'ordre), Marcel Gauchet évoque par exemple le processus de décision comme le moment où le cours des choses est souvent réorienté sans décideurs (Gauchet 2003). Les collectivités régionales sont confrontées à des défis complexes d'intermédiation qui dépendent certes des modalités de professionnalisation et d'institutionnalisation des administrations locales, mais il ne faut pas perdre de vue le contexte dans lequel les leaders politiques hiérarchisent les priorités publiques et structurent l'expression des groupes d'intérêts. Nous voilà à nouveau aux prises avec les travaux de Robert Putnam lorsque ce dernier identifie, de façon explicite sur certaines villes italiennes, ce qu'il qualifie comme une forme aboutie d'incivisme interdisant la confiance (alors que cette dernière serait le garant de la coopération à l'intérieur de la ville). Sans doute faudrait-il, sur l'étude des promesses électorales comme sur celle des traumatismes historiques, promouvoir une anthropologie politiste qui discute frontalement les représentations spatialisées des mécanismes décisionnels. Yves Schemeil explore cette voie lorsqu'il effectue le bilan des échanges scientifiques que la science politique entretient avec l'anthropologie et l'ethnologie politiques (Schemeil 2006). Il repère par exemple toute l'utilité qu'il y aurait, pour penser le monde dans ses divisions et dans ses recompositions, à s'inspirer des travaux de Petr Skalnik sur les processus de pacification et de coordination (travaux dont se réclamait précisément Pierre Clastres)³.

Nous rejoignons donc le point de vue anthropologique, même s'il ne s'intéresse pas à l'action publique, mais dont on peut tirer des leçons non seulement historiques (comme c'est le cas dans le courant d'analyse écologique du vote, et par exemple la question des structures familiales chez Todd) mais aussi en lien avec la tradition d'études sur l'affirmation du pouvoir régional (Smyrl, Loughlin, Jeffery, Keating, Négrier, Jouve, Barone, Piattoni, Smith, Ritaine...).

Changements d'échelle et articulations : quelles croyances publiques ?

La troisième entrée concerne la perception morale de la politique telle qu'elle est racontée au fil des témoignages des acteurs et des déclarations d'intentions des responsables politiques selon l'échelle de gouvernement qu'ils représentent. Ces figures narratives qui façonnent publiquement l'identité des métropoles et des régions nous entraînent sur la question complexe du désenchantement et du réenchantement du monde par le langage. Comme le suggère le théorème de W. Thomas (« *Quand les hommes considèrent certaines situations comme réelles, elles sont réelles dans leurs conséquences* »), il apparaît que la mise en discours des enjeux politiques pèse considérablement sur la mise en œuvre des politiques urbaines et régionales. Nous sommes là au cœur du défi classique de compréhension de la modélisation de la réalité sociale. Sur le plan conceptuel, le chantier a été investi avec énergie par les structuralistes et par les marxistes dans les années 70. En dehors de linguistes comme Benveniste ou Bakhtine, la plupart des grands intellectuels de l'époque (Althusser, Bourdieu, Foucault, Habermas, Pêcheux, Goffman...) se piquaient de remettre en cause la transparence du discours (Bacot et al. 2010). Mais force est de constater que malgré l'implication de grands auteurs comme Claude Lévi Strauss ou Roland Barthes, les ouvertures ont fait long feu et la linguistique (comme tous les autres champs spécialisés) est retournée à sa technicité d'origine. En science politique, Frédéric Bon n'a malheureusement pu mener à terme son entreprise intellectuelle de réconciliation des approches quantitatives et qualitatives

³ « L'anthropologie enrichit nos connaissances sur les mécanismes de conversion d'une source potentielle de désordre en ordre, sur les modalités de passage de l'ordinaire à l'extraordinaire, sur les processus de transition entre cycles de la vie sociale, phases de la vie quotidienne ou encore stases d'une crise » p. 59 (Schemeil 2006).

(Bon 1985), et l'objet « langage » n'a été réinvesti dans ses dimensions sociologique et symbolique que de façon dispersée et spécialisée (Braud 2010).

Sur les disciplines voisines, on constate que des sociologues se sont aventurés ces dernières décennies sur la définition d'un outillage conceptuel centré sur le dévoilement des ordres de grandeur et de justification (cf en France les travaux de Luc Boltanski et de Laurent Thévenot) et sur l'objectivation comme forme de pouvoir (cf Michel Callon et Bruno Latour). Du côté de l'analyse des politiques publiques, à côté des travaux anciens étudiant le récit comme art de la dissimulation (Edelman 1964), des auteurs tentent depuis quelques années d'établir une relation entre le langage et ses effets sur les pratiques de l'action publique. Le travail le plus abouti concerne sans doute l'étude du processus de politisation des énoncés de politiques publiques à l'échelon européen (Radaelli 2000) et les analyses sur les récits construits pour fabriquer des carrières (Salmon 2007). Mais la principale difficulté analytique rencontrée pour décoder cette évolution provient du fait que ces discours jouent sur une extraordinaire pluralité de registres. L'entrée par le langage et par ses interactions discursives met certes à jour une rationalité cognitive dans la façon dont se fait le chaînage entre un problème et la solution collective. Mais il semble que la science politique peine à construire un cadre conceptuel qui permettrait d'appréhender comment les croyances sur le service public, telles qu'elles sont énoncées dans des configurations territoriales précises, interfèrent avec les programmes d'action publique. La piste commence à être défrichée dans des travaux comparatistes de science politique consacrés à la quête de légitimité inachevée des agglomérations, avec des thèses stimulantes sur les propriétés des ordres locaux intercommunaux en formation (Mévellec 2008), sur les processus d'interactions et d'ajustements dans la formulation des projets urbains (Pinson 2009) ou encore sur les jeux de rôles et de pouvoir qui placent la métropolisation au rang d'objet discursif (Ben Mabrouk 2006). Ces introspections contextualisées sur des programmes, des conflits et des discours nous renvoient au diagnostic de Jean-François Bayart expliquant que pour voir ce qui se passe au-delà d'Eboli, il est indispensable de parvenir à décrypter « par le bas » les « phénomènes d'intertextualité » en présence (Bayart 1985).

Dès lors que l'on cherche à qualifier ce registre mental qui imbrique la croyance et la matière dans la politique locale, il paraît nécessaire d'approfondir les ressorts cognitifs en présence, et notamment comprendre comment la politique se loge dans les activités discursives, comment les énoncés construisent les références au pouvoir. Le politiste Philippe Zittoun vient d'ouvrir la voie analytique de cette fabrique discursive autour de la formule de Michel Foucault sur la violence des mots (« une violence que nous faisons aux choses »). Le politiste postule que tout discours est une mise à l'épreuve de force pour le pouvoir et que ces mots se situent au cœur de l'activité politique au motif qu'ils ont pour fonction de « maintenir un ordre face à une réalité toujours désordonnée, discontinue et insaisissable » (Zittoun 2011). Les croyances urbaines et régionales sur le service public sont mises en récit au sens théâtral du terme : elles visent à raconter, sur un mode souvent sensible et intimiste, les conditions de la cohésion sociale et de l'identité politique. En procédant à une lecture comparée sur le binôme métropole-région, il est possible d'identifier des *lignes narratives* (Hajer 2006) qui participent de ce travail de mise en ordre sur les stéréotypes et les lieux communs qui qualifient l'action publique urbaine et régionale.

Penser les métropoles comme rivales ou associées des régions nécessite donc aussi de penser de façon dialectique les convergences et les divergences les plus paradoxales dans les discours contemporains sur le bien commun : les politiques étatiques dont on attend qu'elles réduisent les inégalités inter-territoriales et qui les accroissent (Négrier 2010) ; les politiques territorialisées des agglomérations et des régions qui sont censées exacerber l'entre-soi stratégique et l'égoïsme collectif, mais qui contribuent aussi à faire converger les politiques publiques (Faure 2011, Dupuy 2011).

Les postures clastrienne et putnamienne impliquent d'élaborer des protocoles de recherche appuyés à la fois sur la sémiologie politique et sur les *cultural studies*, c'est-à-dire en adoptant une démarche qui prenne toute la mesure de l'intensité culturelle, esthétique et passionnelle des formes discursives de la domination politique. A cet égard, on suivra volontiers les perspectives hybrides en socio-anthropologie et en socio-histoire du politique que Daniel Cefaï a tracées dans une réflexion collective sur les cultures politiques (Cefaï 2001). La démarche, qui revendique de tenir simultanément à distance le rationalisme-artificialisme et le culturalisme-organicisme, insiste sur les travaux empiriques qui étudient les

cultures « depuis leur ancrage dans des mondes circonscrits (...) au ras du sol ». C'est tout le débat ouvert, par les anthropologues dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle, sur ce qu'il est convenu de nommer la modernité en politique. En guise de conclusion, on défendra volontiers l'idée que les croyances doivent être prises au sérieux pour comprendre le rapport au politique dans ses lieux et dans ses passions. Cette trame analytique suggère de tester des passerelles interdisciplinaires, y compris dans une perspective méthodologique. On pense notamment aux travaux des géographes qui revendiquent une théorie de la construction spatiale de l'espace humain en articulant les principes de réalité et les régimes de visibilité (Lussault 2007). On pense aussi aux anthropologues politiques lorsque ces derniers empruntent des chemins littéraires pour décrypter les processus de désordre et de pacification, assumant l'exotisme et la part de mystère des objets qu'ils étudient. Les processus de mise en ordre que les croyances révèlent dans d'autres lectures sur le pouvoir urbain et régional, ne signifient pas qu'il faut réhabiliter l'opposition entre l'illusion et la réalité. Ils nous incitent au contraire à distinguer croyances et matérialités du politique, c'est à dire à rendre possible l'étude de leurs diverses interactions. Sans doute les relations contemporaines qui se tissent et se tendent entre les métropoles et les régions constituent-elles un terrain d'analyse particulièrement fécond pour développer cette pensée dialectique.

Références bibliographiques

Abélès Marc, 1990, *Anthropologie de l'Etat*, Armand Colin, 184 p.

Abensour Miguel, 1987, *L'esprit des lois sauvages. Pierre Clastres ou une nouvelle anthropologie politique*, Paris, Seuil ; Abensour 2004 op. cit.

Bacot Paul et al., 2010, *Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010)*, Paris, ENS Editions, 233 p.

Bayart Jean-François, 1985, « L'énonciation du politique », *Revue Française de Science Politique*, vol. 35 n°3, p. 349-373

Ben Mabrouk Taoufik, 2006, *Le pouvoir d'agglomération en France. Logiques d'émergence et modes de fonctionnement*, Paris, L'Harmattan, 342 p.

Bévort Antoine, 1997, « Performances institutionnelles et traditions civiques. De la Démocratie en Italie selon Robert Putnam. Note de lecture critique sur Making Democracy Work. Civic Traditions in Italy de Robert Putnam », *Revue française de Science politique*, n° 2, p. 234-247.

Bon Frédéric, 1985, « Langage et politique », in Grawitz Madeleine, Leca Jean, *Traité de science politique*, tome 3, Paris, PUF, p. 537-573

Braud Philippe, 2010, « L'apport de la science politique à l'étude des langages du politique », in Bacot Paul et al., *Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010)*, Paris, ENS Editions, p. 143-148

Cefaï Daniel dir., 2001, *Cultures Politiques*, Presse Universitaires de France, Paris, 524 p.

Clastres Pierre, 1974, *La société contre l'Etat*, Editions de Minuit, 148 p.

Dupuy Claire, 2011, « Inégalités territoriales », dans A. Cole, S. Guigner, R. Pasquier (dir.) *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris : Presses de Science Po

Edelman Murray, 1964, *The Symbolic Use of Politics*, University of Illinois Press, 210 p.

Faure Alain, 2011, « Les motifs (dés)enchantés de l'action publique régionale à Lyon et à Naples », *Nouvelles perspectives régionales*, Presses Universitaires de Grenoble (à paraître)

Foucault Michel, 1966, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 404 p.

Gauchet Marcel, 2003, *La condition historique*, Paris, Stock, 355 p.

Hajer Maarten, 2006, « Ordering through discourse », in Moran M, Rein M, Goodin RE, *The Oxford Handbook of public Policy*, Oxford University Press, p. 251-268

Lascombes Pierre, Le Bourhis Jean-Pierre, 1998, « Le bien commun comme construit territorial. Identités d'action et procédures », *Politix*, n° 42, p. 33-66

Lehingue Patrick, 2009, « L'inégale dignité des terrains d'étude : la sociologie électorale et l'analyse des scrutins locaux », in Bidégaray C., Cadiou S., Pina C. dir., *L'élu local aujourd'hui*, Presses Universitaires de Grenoble

Lussault Michel, 2007, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris, Seuil, 366 p.

Mevellec Anne, 2008, *La construction politique des agglomérations au Québec et en France*, Laval, Presses de l'Université de Laval, 291 p.

Négrier Emmanuel, 2005, *La question métropolitaine. Les politiques à l'épreuve du changement d'échelle territoriale*, Presses Universitaires de Grenoble, collection Symposium

Négrier Emmanuel, 2010, « La différenciation positive », dans J.C.Nemery (dir.), *Quelle nouvelle réforme pour les collectivités territoriales françaises ?*, Paris : L'Harmattan, coll. Grale, 2010, p.315-324

Pierson Paul, 1994, *Dismantling the Welfare State ? : Reagan, Thatcher, and the politics of retrenchment*, Cambridge, Cambridge University Press, 213 p.

Pinson Gilles, 2009, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. Nouveaux débats, 420 p.

Préteceille Edmond, 2006, « La ségrégation contre la cohésion sociale : la métropole parisienne », in Lagrange, Hugues (dir.), *L'épreuve des inégalités*, Paris, PUF coll. « Le Lien social », p. 195-246.

Putnam Robert D., 1993, *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 258 p.

Putnam Robert, 2000, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of the American Community*, New York, Simon & Schuster

Radaelli Claudio, 2000, « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne », *Revue française de science politique*, Volume 50, n° 2, pp. 255-276

Rayner Hervé, 1998, « Le point de vue aérien de Robert Putnam. A propos de Making Democracy Work », *Politix*, Vol. 11 n° 42, p. 179-204

Salmon Christian, 2007, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 220 p.

Schemeil Yves, mai 2006, « Une anthropologie politiste ? », *Raisons politiques*, n° 22, p. 49-72

Thiébaud Jean-Louis, 2003, « Les travaux de Robert D. Putnam sur la confiance, le capital social, l'engagement civique et la politique comparée », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 10 n° 3, p. 341-355.

Zittoun Philippe, 2011, *La fabrique politique des politiques publiques*, Grenoble, Institut d'Etudes Politiques, Habilitation à Soutenir des Recherches, 345 p